vernementales, intergouvernementales ou non gouvernementales, pour permettre de répondre de façon coordonnée et efficace aux situations humanitaires d'urgence de nature complexe et durable, et demande aux gouvernements d'aider à appliquer ces initiatives;

15. *Fait sienne* la décision que le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire a adoptée à sa quarante-deuxième session concernant la coopération interinstitutions¹⁰⁷ et invite le Haut Commissaire à poursuivre ses efforts dans ce domaine de façon à mieux répondre aux besoins multiformes des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées ainsi que des communautés qui les accueillent, en particulier grâce à des activités de développement entreprises par les organismes et programmes compétents des Nations Unies;

16. *Se déclare profondément reconnaissante* de l'aide matérielle et humanitaire appréciable apportée par les pays d'accueil, en particulier les pays en développement qui, malgré la modicité de leurs ressources, continuent d'accueillir, à titre permanent ou temporaire, un grand nombre de réfugiés et de personnes en quête d'asile;

17. *Demande instamment* à la communauté internationale, notamment aux organisations non gouvernementales, conformément aux principes de la solidarité et de l'entraide internationales, d'aider les pays visés au paragraphe 16 ci-dessus et le Haut Commissaire à faire face à la charge supplémentaire que représente l'entretien des réfugiés et des personnes en quête d'asile;

18. *Invite* tous les gouvernements et autres donateurs à contribuer aux programmes du Haut Commissaire et, compte tenu de la nécessité de mieux partager les charges entre les donateurs, à aider le Haut Commissaire à obtenir en temps opportun des ressources additionnelles de sources gouvernementales traditionnelles, d'autres gouvernements et du secteur privé, de façon à répondre aux besoins des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées dont s'occupe le Haut Commissariat.

74^e séance plénière
16 décembre 1991

46/107. Conférence internationale sur les réfugiés d'Amérique centrale

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 42/1 du 7 octobre 1987, 42/110 du 7 décembre 1987, 42/204 du 11 décembre 1987, 42/231 du 12 mai 1988, 43/118 du 8 décembre 1988, 44/139 du 15 décembre 1989 et 45/141 du 14 décembre 1990,

Rappelant également que la convocation de la Conférence internationale sur les réfugiés d'Amérique centrale découlait de l'initiative des présidents des pays d'Amérique centrale qui s'était concrétisée dans le Processus à suivre pour instaurer une paix stable et durable en Amérique centrale, conclu lors de la réunion au sommet Esquipulas II en août 1987¹⁰⁸, ainsi qu'il était indiqué dans le communiqué de San Salvador sur les réfugiés d'Amérique centrale, en date du 9 septembre 1988¹⁰⁹,

Reconnaissant l'importance et la validité de la Déclaration et du Plan d'action concerté en faveur des réfugiés, rapatriés et personnes déplacées d'Amérique centrale, adoptés par la Conférence internationale sur les réfugiés d'Amérique centrale tenue à Guatemala du 29 au 31 mai 1989¹¹⁰ et de la

Déclaration de la première Réunion internationale du Comité de suivi de la Conférence¹¹¹, et en particulier du cadre de référence contenu dans le Plan d'action concerté,

Prenant note avec satisfaction des efforts concertés que déploient les pays d'Amérique centrale, le Belize et le Mexique pour trouver des solutions durables aux problèmes des réfugiés, rapatriés et personnes déplacées conformément aux dispositions et objectifs du Plan d'action concerté, en tant que partie intégrante des efforts faits pour instaurer une paix stable et durable et la démocratisation dans la région,

Accueillant avec satisfaction les progrès substantiels du processus de paix en El Salvador, visant la concertation de tous les groupes nationaux, le dialogue de paix au Guatemala et les progrès réalisés par le Nicaragua dans l'application de sa politique de réconciliation nationale et dans l'attention portée aux populations déracinées, progrès qui continuent de stimuler des mouvements de rapatriement librement consenti ainsi que l'installation des populations déplacées à l'intérieur du territoire,

Soulignant l'appui substantiel que, entre autres, le Secrétaire général, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Programme des Nations Unies pour le développement, la communauté des donateurs et les organisations non gouvernementales nationales et internationales fournissent à la Conférence depuis sa création,

Convaincue que la paix, la liberté, le développement et la démocratie sont indispensables pour régler les problèmes des populations déracinées de la région,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général¹¹², ainsi que des sections pertinentes du rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés¹¹³;

2. *Se félicite* des résultats des réunions du Comité de suivi de la Conférence internationale sur les réfugiés d'Amérique centrale, tenues à San José les 2 et 3 avril 1991, à San Pedro Sula (Honduras) du 17 au 19 juin 1991, à Tegucigalpa les 13 et 14 août 1991 et à Managua les 25 et 26 octobre 1991;

3. *Demande instamment* aux pays d'Amérique centrale, au Belize et au Mexique de continuer à appliquer et à suivre les programmes en faveur des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées conformément à leurs plans nationaux de développement;

4. *Réaffirme sa conviction* que le rapatriement librement consenti des réfugiés et le retour des personnes déplacées dans leur pays ou communauté d'origine est une des manifestations les plus positives des progrès réalisés sur la voie de la paix dans la région;

5. *Se déclare convaincue* que les processus de retour et de réinsertion dans les pays et les communautés d'origine doivent s'effectuer dans la dignité et la sécurité, avec les garanties nécessaires pour assurer l'inclusion des populations touchées dans les plans nationaux de développement;

6. *Demande* au Secrétaire général, au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, au Programme des Nations Unies pour le développement et à tous les autres organismes des Nations Unies de continuer à fournir un appui et à participer à la formulation, à l'exécution, à l'évaluation et au suivi des programmes résultant du processus de la Conférence;

7. *Se félicite* des progrès accomplis dans l'exécution du Programme de développement en faveur des personnes dé-

placées, des réfugiés et des rapatriés, et demande instamment aux pays d'Amérique centrale de poursuivre leur ferme appui pour que les objectifs de ce Programme soient réalisés;

8. *Lance un appel* à la communauté internationale, en particulier à la communauté des donateurs, pour qu'elle poursuive et renforce son appui à la Conférence et qu'elle continue de fournir les ressources nécessaires afin de permettre l'application effective des buts et objectifs du Plan d'action concerté et de renforcer les progrès réalisés à ce jour dans l'assistance humanitaire accordée aux populations réfugiées, rapatriées et déplacées de la région;

9. *Se félicite* de l'attention particulière que les pays d'Amérique centrale, le Belize et le Mexique prêtent aux besoins spéciaux des femmes et des enfants réfugiés, rapatriés et déplacés, ainsi que des mesures adoptées pour protéger et améliorer l'environnement et pour préserver les valeurs ethniques et culturelles;

10. *Appuie* la décision des pays d'Amérique centrale, du Belize et du Mexique de convoquer la deuxième réunion internationale du Comité de suivi de la Conférence à San Salvador, en mars 1992, afin d'évaluer les progrès réalisés jusqu'ici dans l'application du Plan d'action concerté et de définir les moyens d'en améliorer l'exécution;

11. *Soutient* l'initiative des gouvernements des pays d'Amérique centrale, du Belize et du Mexique visant à prolonger la durée du processus de la Conférence pendant le temps qui sera nécessaire, compte tenu des besoins nouveaux suscités par les changements survenus dans la région;

12. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter à sa quarante-septième session un rapport sur l'application de la présente résolution.

74^e séance plénière
16 décembre 1991

46/108. Assistance aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées en Afrique

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 45/139 du 14 décembre 1990 sur l'aide humanitaire d'urgence aux personnes déplacées et aux réfugiés libériens, ainsi que ses résolutions 45/154 sur l'assistance aux réfugiés en Somalie, 45/156 sur l'assistance aux rapatriés volontaires et aux personnes déplacées au Tchad, 45/157 sur l'aide humanitaire aux réfugiés et personnes déplacées à Djibouti, 45/159 sur l'assistance aux réfugiés et aux personnes déplacées au Malawi, 45/160 sur la situation des réfugiés au Soudan, 45/161 sur l'assistance aux réfugiés et aux rapatriés en Ethiopie, 45/171 sur l'assistance en faveur des étudiants réfugiés en Afrique australe, toutes du 18 décembre 1990, et sa résolution 45/137 sur la Conférence internationale sur la situation tragique des réfugiés, rapatriés et personnes déplacées en Afrique australe du 14 décembre 1990,

Ayant examiné les rapports du Secrétaire général¹¹⁴ et du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés¹⁰⁰,

Ayant à l'esprit le fait que les pays affectés figurent parmi les pays les moins avancés,

Convaincue de la nécessité de renforcer la capacité du système des Nations Unies d'appliquer des programmes de secours en faveur des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées et d'en assurer la coordination générale,

Se félicitant des perspectives qui s'offrent en matière de rapatriement volontaire et de solutions durables dans l'ensemble du continent,

Reconnaissant la nécessité pour les Etats d'origine des réfugiés de créer des conditions propices au rapatriement volontaire,

Sachant gré aux pays concernés de leur engagement de n'épargner aucun effort pour faciliter l'octroi d'une assistance aux populations touchées et de prendre les mesures voulues à cet égard,

Consciente de la nécessité de fournir une assistance aux pays d'accueil, en particulier à ceux qui abritent depuis longtemps des réfugiés sur leur territoire, afin de remédier à la détérioration de l'environnement et de pallier les effets négatifs sur les services publics et le processus de développement,

Reconnaissant le rôle de catalyseur que joue le Haut Commissaire, conjointement avec la communauté internationale et les organismes de développement, dans la promotion de l'aide humanitaire et du développement afin de trouver des solutions durables en faveur des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées,

Profondément préoccupée de la situation humanitaire critique dans les pays de la corne de l'Afrique et dans d'autres pays d'Afrique, par suite de la sécheresse, des conflits et des mouvements de population,

Saluant la création, par le Secrétaire général, d'un bureau du Programme spécial d'urgence en faveur de la corne de l'Afrique, et les efforts que celui-ci déploie pour coordonner l'évaluation des besoins et mobiliser les ressources,

Prenant en compte l'appel général interinstitutions pour le Programme spécial d'urgence en faveur de la corne de l'Afrique,

Consciente de la nécessité de faciliter les travaux des organisations humanitaires dans la corne de l'Afrique, en particulier la fourniture de vivres et de médicaments et la prestation de soins de santé aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées,

Profondément préoccupée de l'afflux incessant de personnes déplacées hors de leur pays et de réfugiés qui alourdit considérablement la charge que la présence de réfugiés fait déjà peser sur Djibouti, où la population globale de ces réfugiés est maintenant supérieure à quatre-vingt-dix mille personnes,

Notant que, d'après le rapport intérimaire n° 1 relatif à Djibouti du bureau du Programme spécial d'urgence en faveur de la corne de l'Afrique, en date du 1^{er} octobre 1991, la proportion de réfugiés par rapport aux ressortissants est presque de l'ordre de un à quatre, ce qui représente une charge considérable pour le pays, du point de vue de la sécurité, de l'épuisement des ressources économiques et de la pression sur les services sociaux, compte tenu du nombre alarmant de personnes déplacées hors de leur pays et de réfugiés ainsi que de la taille du pays et de sa population,

Ayant à l'esprit le fait que la majorité des personnes déplacées hors de leur pays et des réfugiés à Djibouti sont concentrés dans les principaux centres urbains du pays, et consciente de tous les problèmes que cela implique,